



**PROGRESSIVE
ALLIANCE** **ALLIANCE
PROGRESSISTE**
**ALIANZA
PROGRESISTA**

www.progressive-alliance.info

25 avril 2025

Déclaration d'Hyderabad: Pour une justice globale

Sommet Bharat | 25–26 avril 2025 | Hyderabad, Inde

Nous, représentants des forces progressistes ainsi que des mouvements sociaux-démocrates, socialistes et syndicaux du monde entier, réaffirmons notre engagement indéfectible en faveur des valeurs de liberté, d'égalité, de justice et de solidarité.

Ces idéaux constituent le fondement même du progrès durable et de la paix, pour les générations présentes et futures et pour notre planète.

Nous nous unissons et nous engageons à remédier à la crise multiple profonde à laquelle l'humanité est confrontée. Nous condamnons le terrorisme sous toutes ses formes, y compris celui perpétré par des nations qui soutiennent le terrorisme.

Les dirigeants d'extrême droite et les gouvernements autocratiques font dérailler la démocratie et limitent les libertés.

Ils sapent les institutions, ignorent les accords multilatéraux, répandent des mensonges, alimentent les divisions et s'attaquent aux progrès, en particulier en matière d'égalité des sexes et de droits civils.

Ces actions aggravent les inégalités, réduisent les acquis en matière de développement et alimentent encore davantage les urgences climatiques.

Nous soutenons les mouvements progressistes du monde entier qui sont réduits au silence.

Les gouvernements autocratiques utilisent la loi à mauvais escient pour cibler leurs détracteurs.

Les médias sociaux et traditionnels sont manipulés, et une surveillance intrusive est exercée à l'encontre des militants et des dissidents.

La remise en cause de l'État de droit et de la responsabilité publique favorise un environnement propice à l'abus de pouvoir et à la corruption.



Ces attaques croissantes contre la démocratie et la concentration du pouvoir entre les mains des forces conservatrices et d'extrême droite constituent une grave menace pour l'ordre international.

Nous reconnaissons les injustices persistantes, en particulier celles qui touchent les pays du Sud, et nous nous engageons à remodeler un ordre mondial équitable, inclusif et réactif.

Nous sommes préoccupés par les conflits persistants, les déplacements forcés et la brutalité à l'égard des minorités, y compris les migrants et les réfugiés.

Nous condamnons les attaques contre des peuples souverains et l'atteinte à leurs autorités étatiques légitimes.

Nous nous opposons à toutes les formes d'asservissement, de mesures coloniales et de violence, y compris les mesures coercitives unilatérales, les sanctions et les droits de douane qui violent les principes du droit international, qu'elles soient perpétrées par une nation contre une autre ou par un peuple contre un autre.

Nous affirmons que la paix est bien plus que la simple absence de guerre : elle nécessite des conditions de sécurité économique et sociale, une stabilité démocratique, la reconnaissance des injustices historiques, la vérité et la réconciliation, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États-nations, ainsi que le respect et l'application du droit international.

Nous nous engageons à résoudre les injustices économiques qui ont aggravé les fractures sociales, favorisé la précarité et affaibli les institutions étatiques et la souveraineté économique.

Nous rejetons les structures politiques et financières qui permettent les monopoles d'entreprises non réglementés, le capitalisme de copinage, les monnaies numériques non contrôlées, la pratique corrompue de la séquestration de richesses dans des paradis fiscaux et la diminution des investissements dans les systèmes sociaux et de protection sociale.

Nous sommes déterminés à lutter contre l'aggravation de la crise climatique, dont les effets néfastes continuent de mettre en péril les conditions de vie de plus de 3 milliards de personnes dans les régions les plus vulnérables de la planète.

Nous maintiendrons le consensus mondial sur la lutte contre le changement climatique malgré les désaccords émergents.

Nous sommes unis pour forger des partenariats afin de défendre la justice mondiale comme un impératif fondamental en ces temps difficiles.

La cause de la justice mondiale est le fil conducteur qui relie ces multiples défis et les solutions que nous proposons.



Elle réaffirme que tous les domaines d'influence publique et politique, des systèmes économiques à la gouvernance numérique, doivent être restructurés afin de garantir l'équité, la responsabilité et la protection des droits humains et de la dignité.

En réformant les institutions internationales, en démantelant les systèmes d'exploitation et en mettant en œuvre des politiques progressistes, nous pouvons instaurer la justice dans tous les domaines de notre existence collective.

Les forces progressistes s'engagent à forger un monde multilatéral, juste et durable.

Nous mobiliserons les forces politiques sur la base de principes universels, d'intérêts légitimes et du droit international.

Nous honorerons les griefs historiques et placerons l'humanité, et non le capital, au centre de la gouvernance.

Nous nous associons à différentes forces nationales et internationales pour mettre en œuvre des programmes progressistes.

En reconnaissance des valeurs universelles défendues par les combattants de la liberté et les démocrates en Inde et dans le monde entier :

Maitreya (solidarité), Ahimsa (non-violence), Satya (vérité), Nyay (justice) et Vasudhaiva Kutumbakam (un monde unique grâce à la coopération internationale) — notre mouvement s'engage résolument en faveur de politiques progressistes qui garantissent la justice mondiale :

1. Remodeler le paradigme économique

a. Transformer les systèmes économiques afin de promouvoir l'équité et l'égalité des chances, d'améliorer le niveau de vie, de protéger les personnes vulnérables et d'éradiquer la pauvreté générationnelle.

b. Maintenir une fiscalité progressive, y compris l'impôt sur la fortune, afin d'assurer une redistribution équitable et de renforcer les systèmes de protection sociale.

c. Forger un accord économique équilibré qui donne la priorité à des politiques commerciales équitables, au contrôle démocratique des ressources et à une mondialisation qui profite à toutes les nations.

d. Promouvoir le contrôle social et la surveillance publique afin de garantir que toutes les infrastructures vitales, telles que l'alimentation, l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation, le logement, la technologie et les systèmes d'information numériques, soient gérées efficacement au profit des travailleurs.



2. Promouvoir la justice environnementale

- a. Soutenir les mesures qui protègent les droits écologiques – en reconnaissant comme un droit humain fondamental l'accès à un environnement sain, notamment à un air pur, à l'eau et à la biodiversité – qui protègent les États vulnérables au climat, les communautés autochtones et les réfugiés climatiques.
- b. Plaider en faveur d'un Pacte vert mondial qui garantisse une transition juste pour les travailleurs et les communautés, en harmonisant la restructuration économique avec la durabilité environnementale.
- c. Accélérer la réponse à la crise climatique en réduisant les émissions mondiales de carbone grâce à la transformation des systèmes énergétiques et à l'investissement dans des mesures d'adaptation au climat dans tous les pays, y compris le soutien aux pays en développement avec des technologies durables.

3. Œuvrer pour l'égalité des sexes et l'inclusion sociale

- a. Promouvoir des politiques transformatrices en matière d'égalité des sexes par le biais de quotas de représentation, d'initiatives favorisant le leadership, d'un soutien ciblé aux femmes et aux personnes LGBTQ+ en situation de crise, et d'une budgétisation sensible au genre.
- b. Œuvrer pour réduire les inégalités entre les sexes dans tous les secteurs de la société, en garantissant l'égalité des droits et des chances pour tous.
- c. Protéger les femmes, les personnes LGBTQ+ et les minorités contre les attaques misogynes, discriminatoires et violentes dans les espaces publics, privés et numériques.

4. Défendre la démocratie et la justice sociale

- a. Continuer à protéger les institutions démocratiques, notamment la presse indépendante, les universités, les tribunaux et les organismes civiques, contre les attaques des forces conservatrices et d'extrême droite qui discréditent et privent de financement les organismes publics.
- b. Exiger que les régimes autoritaires rendent des comptes pour les abus de pouvoir et les violations des droits humains.
- c. Exiger des protections constitutionnelles pour les partis d'opposition et les militants confrontés à des attaques concertées de la part de populistes autocratiques.



d. Lutter contre l'utilisation des plateformes numériques comme armes pour propager la haine, la xénophobie, la violence et la désinformation grâce à des réformes globales de la gouvernance numérique, notamment des lois strictes sur la protection des données et des accords internationaux visant à réglementer la diffusion de fausses informations, à protéger la vie privée, à garantir l'intégrité des élections et à établir un code de conduite contre la désinformation.

5. Œuvrer pour la paix et la sécurité humaine

a. Adhérer à des politiques qui protègent les droits inaliénables de tous les peuples, favorisent la sécurité humaine dans les conflits et donnent la priorité à la diplomatie, à la médiation des conflits, à la justice transitionnelle et à la reconstruction après les guerres.

b. Reconnaître le droit des peuples à la paix et à la protection contre toutes les formes de violence, et condamner l'agression territoriale et l'expansionnisme.

c. Soutenir les commissions vérité et réconciliation dotées de pouvoirs judiciaires et de mécanismes de réparation pour remédier aux injustices historiques et actuelles.

6. Réformer les institutions mondiales

a. Démocratiser les institutions multilatérales en réformant le Conseil de sécurité des Nations unies et en renforçant le système des Nations unies dans le plein respect du droit international.

b. Forger un nouveau cadre de coopération internationale qui rétablisse l'équilibre des pouvoirs mondiaux et assure une représentation plus équitable des pays du Sud et des économies émergentes.

c. Soutenir un pacte pour l'avenir qui garantisse que les systèmes de gouvernance mondiale sont adaptés aux réalités actuelles, notamment en matière de développement durable, de paix et de sécurité, d'innovation et de jeunesse.

En tant que progressistes, nous reconnaissons qu'un mouvement mondial antidémocratique et réactionnaire s'emploie activement à dénigrer l'ordre international, présentant le multilatéralisme comme un obstacle aux intérêts nationaux et au développement économique.

Dans ce contexte, nous travaillerons de manière programmatique à la promotion d'un nouvel ordre mondial fondé sur la solidarité et la coopération.

Les forces progressistes se distinguent par leur engagement indéfectible en faveur de la justice, valeur qui guide nos politiques, nos méthodes et nos actions.



Le sens profond de la justice qui anime les forces progressistes sous-tend les alternatives que nous proposons en ces temps critiques. C'est cette conscience et ce travail en faveur de la justice qui nous distinguent et guident notre chemin vers un avenir où la vérité et l'équité prévaudront.

En honorant ces engagements, nous renforcerons notre capacité collective à rajeunir le courant démocratique dominant et à transformer les institutions, tant locales que mondiales.

Nous sommes unis aux forces progressistes du monde entier – partis, syndicats, organisations de la société civile et militants – dans notre quête de justice mondiale.

Ensemble, nous affronterons les injustices, forgerons une nouvelle ère de transformation, créerons un monde qui respecte les droits et les aspirations des travailleurs et garantirons une vie épanouie pour tous.